



Union communiste internationaliste (trotskyste)

L'avenir n'est pas le capitalisme, mais le pouvoir des travailleurs

Cette année encore, quelque 250 milliardaires et millionnaires réunis au Forum économique mondial à Davos ont signé un appel aux gouvernements à taxer davantage les plus riches. Après avoir fait fortune comme actionnaires de Google, Amazon, Toyota, et bien d'autres entreprises qui exploitent la concurrence fiscale entre États pour payer le moins d'impôts possible, ces super riches voudraient se faire passer pour des bienfaiteurs !

Ils ne prennent pas trop de risques, car après ce genre de déclarations publiques, la bourgeoisie exige tout l'inverse des politiciens qui la servent ! En France, Macron a supprimé l'impôt sur la fortune, aux USA, Trump les avait fortement diminués, et nombreux sont les paradis fiscaux, dont la Belgique, qui s'ouvrent aux plus riches...

Mais même si les riches payaient plus d'impôts, cela ne résoudrait en rien les contradictions dans lesquelles s'enfonce le capitalisme.

Pour s'approprier les richesses de l'Ukraine, les capitalistes occidentaux ont tenté d'écarter la Russie : Poutine a réagi en occupant militairement l'Est de l'Ukraine. Maintenant les pays du Nord de l'Europe craignent un élargissement de la guerre.

Pour s'emparer de ses terres, depuis 75 ans l'Etat israélien mène la guerre au peuple palestinien. Cette guerre risque maintenant

d'embraser toute la région, du Liban à l'Iran, du Yémen au Pakistan.

Pour permettre aux entreprises américaines de faire plus de profits, l'Etat américain tente d'endiguer la concurrence des capitalistes chinois. Il en résulte une montée des tensions militaires autour de Taiwan et de la Chine...



Et c'est le moment que choisit l'OTAN pour exécuter, d'après un de ses dirigeants, « sa plus grande manœuvre depuis la guerre froide », avec 90 000 soldats mobilisés, qui simulera la confrontation « avec un ennemi de taille comparable ». Lequel ? La Russie ? La Chine ?

L'un des haut-gradés de l'OTAN a ajouté : « Ce n'est pas seulement

l'armée qui doit être capable d'opérer dans une guerre. C'est toute la société qui va s'impliquer, que cela plaise ou non. »

Oui, ce militaire le sait bien, la guerre, c'est des sacrifices terribles pour toutes les classes populaires ! Comme disaient les socialistes révolutionnaires au siècle dernier, c'est « l'impôt du sang » que vont réclamer les capitalistes qui préparent la guerre.

Et en matière d'impôts, de taxes et d'inflation, tout pèse de plus en plus fortement sur la population, les travailleurs du privé et du public, ainsi que les petits artisans et commerçants. Comme les clients achètent moins, les actionnaires des entreprises de distribution sauvent leurs profits en licenciant, en franchisant ou réorganisant les magasins au détriment du personnel.

De son côté, l'Etat réduit tous les budget sociaux pour augmenter ceux de l'armée. Où sont les logements abordables pour les mères de familles, les pensionnés ? Où sont les infirmières autour des malades ? Où est le professeur de néerlandais ou de mécanique ? Quel est le médecin généraliste qui accepte de nouveaux patients ? Où est le fonctionnaire communal ou de l'administration qui répond au téléphone ? L'éducateur sportif, la puéricultrice ? La déneigeuse, le bus, le train annulé ? Le bureau de poste, l'agence bancaire, la boulangerie ?

Et ceux qui dorment dans la rue ou dans des garages sont de plus en plus nombreux !

Chaque matin, ceux qui ont un travail vont assembler, construire, réparer, livrer des marchandises, pas pour eux, pas pour leurs familles, mais pour accroître la fortune des invités du forum de Davos !

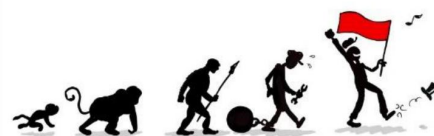
Une partie de ces riches s'inquiètent. Et ils ont raison, car toutes ces injustices et toutes ces guerres, préparent des explosions sociales. Et ils savent que ces explosions sociales peuvent contester leur pouvoir sur la société, renverser cette minorité de

riches qui conduit le monde à la catastrophe.

Le capitalisme divise et oppose les peuples du monde entier, mais en même temps il les réunit dans les mêmes entreprises, les mêmes ateliers, les mêmes chantiers, où tous subissent le même sort de l'exploitation, partagent les mêmes craintes de la cherté de la vie, des licenciements et beaucoup, les mêmes craintes de la guerre.

C'est cette classe, la classe ouvrière, venant de tous les horizons, quelle que soit la couleur de sa peau et sa religion, qui fait fonctionner

toute la société, qui devra prendre à sa charge de diriger le fonctionnement de toute l'économie mondiale. Non plus pour les profits des milliardaires, mais pour que tous les travailleurs, toute la population, vivent correctement et en paix. Renverser le capitalisme, construire la coopération socialiste mondiale des peuples est le seul avenir humain possible.



Leur société

Exemptions fiscales aux entreprises payées par nos impôts

Les cadeaux aux entreprises sous forme d'exemptions fiscales sur les salaires représentent désormais neuf milliards d'euros chaque année ! Pour comparaison, le budget alloué aux cotisations de chômage et d'interruption de carrière ne représente que 6,6 milliards !



Sont en cause le bonus à l'emploi, la diminution des cotisations patronales, les voitures de société, les flexi-jobs... Tout cela financé par les

taxes que nous payons sur notre salaire, l'énergie, le carburant, sur nos poubelles, notre voiture... sur tout ! Et c'est sans compter les amendes qui se multiplient.

C'est une forme d'économie circulaire ! Nous payons des taxes pour que les gouvernements financent les salaires à la place des patrons.

L'État bourgeois financé par notre travail

D'après certains serviteurs de la bourgeoisie, la Belgique, en comparaison avec ses voisins, dépenserait une trop grosse part de son budget annuel dans « les dépenses sociales ».

Derrière cette affirmation, se cache l'idée que les travailleurs coûteraient trop cher à la société : qu'il faudrait diminuer les soins de santé, que les chômeurs et les malades persisteraient sur l'économie... Mais qu'en est-il vraiment ?

En 2024, c'est 140 milliards d'euros qui sont alloués aux dépenses de

la sécurité sociale : la moitié du budget annuel de l'Etat fédéral. Cela représente 11 800€ par belge sur l'année, enfants compris.

Ces 140 milliards servent à payer les pensions (48 %), les soins de santé (27%) et les indemnités de maladies et d'invalidités (10%). Le chômage, lui, ne représente que 4 % des 140 milliards... autant que le budget de l'armement qui lui n'est jamais trop élevé aux yeux des politiciens et généraux.

Ces cotisations sociales sont loin de toujours profiter aux travailleurs. Cet argent, il part dans les marchés publics des hôpitaux qui sont surfacturés, ou encore dans les médicaments dont les prix exorbitants sont fixés à leur guise par les firmes pharmaceutiques... Au total, ce n'est qu'une part limitée qui va aux salaires du personnel des soins par exemple.

Pourtant, cet argent vient de toutes les richesses que les travailleurs ont produites, ce n'est que notre dû.

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Pensions en danger

L'avant-projet du deuxième volet de la réforme des pensions a été approuvé par le gouvernement et le troisième volet sera, lui, pour la prochaine législature.



Au programme de cette réforme sans fin : réduire la part des richesses produites qui reviennent aux pensions des salariés, des indépendants et des fonctionnaires.

Par exemple, dans ce second volet, la mesure phare est le retour d'un bonus pour les personnes qui continueraient à travailler après l'âge de départ à la retraite, c'est-à-dire après 45 ans de carrière ou au-delà de 65 ans (66 dès 2025 et 67 dès 2030).

Le gouvernement présente ça comme un « encouragement pour celles et ceux qui travaillent ». Mais qui peut travailler jusqu'à 65 ou 67 ans avec les cadences actuelles ?

La seule raison qui pousserait une part importante de travailleurs à continuer à travailler au-delà de l'âge de la retraite est claire : les pensions sont tellement basses (parmi les plus basses de l'OCDE) que certains n'auront pas le choix et devront supporter 1, 2 voire 3 années supplémentaires... pour ne pas tomber dans la misère.

Déjà en 1997, sous prétexte de l'égalité hommes-femmes, l'âge de départ à la retraite pour les femmes passait de 60 ans à 65 ans. Depuis, les réformes se sont succédées les unes aux autres avec un seul et

même objectif : appauvrir les vieux pour enrichir les riches !

Timmermans ment (encore) plus que l'indice des prix !

Les mensonges de Pieter Timmermans, le patron de la FEB, la principale organisation patronale en Belgique, ne connaissent pas de limites.

Celui-ci prétend que les ménages belges ont bénéficié « d'une solide augmentation » de leur pouvoir d'achat en 2023, notamment « grâce à l'indexation automatique des salaires », le mécanisme qui fait augmenter « automatiquement » les salaires après les hausses de prix !

Mais de quels ménages parle-t-il ? Qui a vu son pouvoir d'achat augmenter en 2023 !?

Certainement Timmermans et ses amis capitalistes ! Mais, eux, ne tirent pas la majorité de leurs revenus d'un salaire, mais de leur propriété sur les grandes entreprises !

Et ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs en Belgique. Eux s'appauvrissent, et cela malgré l'indexation !



Même les chiffres le montrent. Entre janvier 2019 et janvier 2023, le salaire médian a augmenté de moins de 17% en Wallonie, 18% en Flandre et 19% à Bruxelles. Durant la même période, les chiffres fournis par l'Etat montrent que la nourriture a augmenté de 22%, les transports de 20% et les dépenses liées au logement de 31% !

Alors Timmermans ment ! L'indexation, tant qu'elle est contrôlée par l'Etat, ne permet pas d'augmenter le pouvoir d'achat ! Elle ne permet que de ralentir la vitesse avec laquelle le pouvoir d'achat est rogné par la

hausse des prix, et encore, avec retard...

D'abord, l'indexation des salaires est manipulée à la baisse. Par exemple, l'indexation est calculée comme si le montant du loyer représentait moins d'un dixième du salaire. C'est bien en dessous de la réalité pour la majorité des travailleurs, qu'ils payent un loyer ou qu'ils remboursent une maison !

Ensuite, des centaines de milliers de travailleurs appartiennent à des secteurs où l'indexation n'est réalisée qu'une fois par an ! C'est le cas des ouvriers du secteur de la transformation des métaux (Commission Paritaire 111.01 et 111.02), des garages (CP112), des boulangeries (CP118.03), du commerce alimentaire (CP119), du transport routier (CP140.03), des ouvriers agricoles et d'horticulture (CP 144 et 145), des électriciens (CP149.01), des employés (CP200), des employés de la fabrication métallique (CP209), des salariés de l'industrie alimentaire (CP220), de l'Horeca (CP302) et des employés du secteur de l'assurance et de la gestion d'immeubles (CP306 et 323).

Pour tous ceux-là, l'indexation court loin derrière la hausse des prix. Et il faut attendre des mois, jusqu'à un an, pour que le salaire s'ajuste un peu à la hausse. Et quand le moment est enfin venu, les prix ont déjà recommencé à grimper !

Voilà pourquoi malgré l'indexation, les travailleurs s'appauvrissent quand les prix grimpent.

Pour se défendre vraiment des hausses de prix, il faudrait une véritable indexation, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes !



Deux Belgique, mais pas celles du Vlaams Belang

De récentes données de Scien-sano (l'institut officiel de santé publique) mettent en lumière les inégalités en Belgique, et pas celles qu'il y aurait entre Belges et immigrants, ou entre Wallons et Flamands.

D'un côté, il y a la Belgique des quartiers bourgeois, qui disposent des meilleurs logements, des écoles les mieux financées, des meilleurs services de transports et de soins.

De l'autre, on trouve des quartiers populaires, où les rues ne sont pas déneigées, les écoles tombent en ruine, les services sociaux ferment et les logements sont vétustes.

En tête du classement des communes les plus délaissées : Saint-Josse, Charleroi et Colfontaine où vivent bon nombre d'entre nous !



Ces inégalités dans les lieux de vie sont le reflet de cette société divisée en deux camps aux intérêts opposés : d'un côté les exploiters et de l'autre, les exploités dont le travail enrichit les exploiters !

Précarité étudiante

Une enquête de la Fédération des étudiants francophones révèle que les étudiants en études supérieures sont de plus en plus nombreux à devoir travailler. Un étudiant sur deux aurait un travail rémunéré à côté de ses études.

Entre le coût des études et l'envoie des prix, le nombre d'étudiants contraints d'aller au CPAS n'a pas cessé d'augmenter.

Alors que le coût de la vie augmente et que le grand patronat se remplit les poches, ce sont les enfants des familles populaires qui se trouvent contraints de gérer travail et étude en même temps, pas les étudiants des familles aisées.

Le capitalisme nuit à la santé

Hôpitaux : moins de lits...

L'année 2023 n'aura pas fait exception quant au délabrement des hôpitaux.



Le nombre total de lits diminue constamment depuis 30 ans. De plus en plus, ces lits sont utilisés pour les maladies chroniques, psychiatriques ou pour les personnes âgées. L'aggravation des conditions de travail et de vie sous le capitalisme conduisent de plus en plus de travailleurs vers des maladies ou des blessures nécessitant des soins de longue durée.

Ce sont surtout les lits dit « aigus », qui servent pour les hospitalisations de courte durée, qui sont de moins en moins nombreux. Plus de 10 000 lits ont été supprimés.

Les différentes réformes hospitalières ont mis la pression pour réduire la durée de séjour des patients par un chantage aux financements. Les hôpitaux considérés comme de « mauvais élèves », avec des malades restant trop longtemps en soins par rapport à la moyenne se voient retirer des financements. Les soignants se retrouvent dans des situations où ils doivent mettre des malades dehors sous peine de voir encore plus de lits fermés par réduction de budgets.

... moins de personnels...

Il n'y a pas que les lits qui manquent. Il y aurait aussi 20 000 postes d'infirmiers manquants.

Les hôpitaux sont contraints de respecter des normes entre le nombre de personnels et le nombre de lits : le manque de travailleurs crée ainsi des fermetures de lits supplémentaires.

Cette situation impacte directement les soins fournis. Le nombre de patients pris en charge par un soignant sur une journée n'a fait qu'augmenter pour atteindre 10,5 patients par jour.

Les travailleurs se démènent pour fournir les soins nécessaires à tout le monde mais cette surcharge de travail les empêche de respecter tous les protocoles de santé et de prendre le temps de parler longtemps aux malades.

La prise des antibiotiques, le changement des pansements à temps, les mesures d'hygiène sont des gestes que les soignants ne peuvent plus faire correctement. Cette surcharge de travail, conséquence du manque d'investissement, augmente la mortalité des hôpitaux.

Les soignants soumis à cette pression constante et à la difficulté de voir comment sont traités les malades peuvent craquer à tout moment. Le nombre de burn-out et de soignants qui décident de quitter le secteur augmentent continuellement.

Les malades se retrouvent, eux, à devoir attendre pendant des mois avant de pouvoir espérer se faire soigner.

... et des alternatives submergées

Lorsque les hôpitaux sont constamment en crise, la population doit trouver des alternatives.

Des malades ou des personnes âgées sont forcés de parcourir de longues distances, traversant plusieurs communes, pour trouver des médecins qui acceptent de les accueillir.

Dans les villes ce n'est pas mieux, des médecins dénoncent le fait de devoir travailler pendant 14h par jour pour essayer de voir tous les patients. Cette situation s'aggrave d'année en année et ce sont 20 000 médecins qui partiront à la retraite dans les dix prochaines années.

Que ce soit dans les hôpitaux, dans les villes ou les villages, les travailleurs et travailleuses des soins de santé crient partout à la nécessité d'investir pour recruter des médecins, des infirmiers et dans du matériel. Mais au contraire le budget de 2024 prévoit à nouveau des économies d'un montant estimé à 725 millions d'euros !

Le capitalisme, cette société où la soif de profit du grand patronat décide de tout, détruit chaque jour de plus en plus tous les services utiles pour répondre aux besoins essentiels de la population.



Dans les entreprises

Titres-services

Le chantage des fédérations patronales

Les deux plus grandes fédérations patronales de titres-services, Federigon et Vlaams Platform DCO ASBL, ont déclaré fin novembre qu'elles ne paieraient plus de primes de fin d'année et de complément de 2€ à leurs employées en cas de chômage économique.

Début janvier, c'était la société de titres-services Trixxo qui annonçait la fermeture de 12 ateliers de repassage en Wallonie, menaçant 40 employées de licenciements.

Ces annonces sont en réalité une forme de chantage destiné à faire pression sur les gouvernements.

Pour obtenir les profits attendus en exploitant les aides-ménagères, ces entreprises comptent sur les mécanismes de financement de la part de l'ONEM mais aussi des aides publiques. Le gouvernement wallon, par exemple, a accordé un subside de 30 millions d'euros à ces entreprises l'année dernière.

C'est grâce à cela que Trixxo a réalisé plus de 11 millions de

bénéfices en 5 ans et versé 1,2 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires !

Et lorsque le gouvernement wallon décide d'interdire, à partir du 1^{er} janvier 2024, les frais complémentaires illégaux que les entreprises des titres-services facturent à leurs clients, les patrons du secteur n'hésitent pas à jeter à la corbeille les accords conclus avec les syndicats, ni à jouer avec le désarroi de travailleuses privées de leurs salaires pour contraindre les ministres à continuer à financer leurs bénéfices !

L'exploitation au féminin



Créé en 2003, le système des titres-services a rendu accessible l'emploi

d'une aide-ménagère à de nombreuses familles. Pour un titre acheté 10 euros par un utilisateur, l'ONEM en paye 16 euros à l'employeur.

Ce sont donc en réalité les cotisations sociales payées par l'ensemble des salariés qui subventionnent 2/3 du coût salarial. Une aubaine dont des petits patrons indépendants, et des agences d'intérim se sont emparés.

Avec le temps, de véritables entreprises capitalistes se sont développées par l'absorption de petites PME.

XL Group, par exemple, avec 7 000 travailleuses et un chiffre d'affaires de 250 millions d'euros, prévoit une croissance de 70% par an.

95% des aides-ménagères sont des femmes dont le salaire varie, en fonction de l'horaire, de 800 à 1 600 euros. Leurs conditions de travail sont si pénibles que de lourds problèmes de santé apparaissent après 5 ans d'activité.

La carrière des 150 000 travailleuses du secteur atteint rarement 10 ans... après quoi elles sont définitivement handicapées.

Finir au chômage, le corps et l'esprit en miette, ce n'est pas une vie !

Les travailleuses des titres-services sont des femmes qui défendent leur salaire et leur dignité. De nombreuses grèves ont été organisées dans le secteur, avec le soutien de permanentes syndicales. Car oui, tout repose sur les femmes dans ce secteur, et ce n'est pas un hasard.



Pour annuler les « soldes » patronales !

En réaction au licenciement d'un délégué, un préavis de grève a été déposé mardi 9 janvier par la FGTB-UBT au dépôt Lidl de La Louvière.

Ce délégué, depuis 17 ans dans l'entreprise, a été licencié lundi 8, à son retour de congé. Mardi, un autre licenciement était annoncé par la direction, celui d'un futur candidat aux élections sociales.

Le syndicat, directement visé, a organisé, mardi et mercredi, le blocage du centre de distribution, jusqu'à l'arrivée d'un huissier porteur de menaces d'astreintes, ce qui a mis fin au blocage.

Ces licenciements font partie de ce que le patronat nomme « les soldes sociales ». Cette expression cynique désigne le trimestre précédent le début de la campagne des élections sociales. Durant ces trois mois, les indemnités que doivent déboursier les directions pour licencier des délégués atteignent leurs minimum. Tous les quatre ans, bien des entreprises en profitent pour se

débarrasser de délégués, et de futurs candidats aux élections sociales.

Les directions cherchent aussi à mettre la pression sur les travailleurs et leurs futurs élus, en tentant de faire passer l'idée que, comme le dit le délégué licencié du dépôt de La Louvière, « la direction fait ce qu'elle veut avec n'importe qui ».

Mais les directions ne peuvent faire « ce qu'elles veulent », qu'à la condition que les travailleurs ne tentent de se défendre qu'individuellement et entreprise par entreprise.

Les directions syndicales savent que tous les quatre ans les exploiters accélèrent ces licenciements. En 2019 déjà, des dizaines de délégués avaient été licenciés, dans beaucoup d'entreprises.

Ces licenciements pèsent sur le moral et la combativité. Pourtant, il serait possible de les anticiper pour s'y opposer ! En se préparant à se mobiliser largement, et les syndicats pourraient y aider s'ils le voulaient, les travailleurs auraient la force d'annuler les « soldes sociales » et tous les licenciements, de celui du délégué à celui de l'intérimaire !

Grève contre les licenciements chez Action



La grève a démarré dans le magasin de La Louvière jeudi 11 janvier, après l'annonce, la veille, du licenciement d'une employée qui y travaillait depuis 7 ans.

Face au refus de la direction de réintégrer cette collègue, la grève s'est poursuivie vendredi, et s'est en plus

élargie à d'autres magasins de la région : ceux de Gosselies, Dampremy, Anderlues et Dour !

Samedi matin, les directions syndicales annonçaient la fin de la grève, ayant obtenu de la direction des indemnités qualifiées de « satisfaisantes » pour la collègue licenciée.

Celle-ci n'a pas retrouvé son poste, comme elle et ses collègues grévistes le réclamaient au départ. Mais ensemble, ils ont pu arracher des conditions de licenciement moins dures, et ont surtout pu faire l'expérience que leur solidarité par-delà les différents magasins, était une source de force pour leur lutte face à la direction d'« Action » !

Grèves à Brussels Airlines



Samedi 13 janvier, les pilotes de Brussels Airlines, rejoints par le personnel de cabine, ont fait grève pendant 24 heures.

Les pilotes contestent que le patronat utilise le « plan cafétéria » pour contourner l'indexation des salaires. Ce plan, mis en place durant la période Covid, transforme une partie du salaire des employés « en nature » : un ordinateur ou une voiture de société par exemple. Cela permet au patronat d'éviter d'indexer la partie du salaire en nature.

Les travailleurs avaient obtenu gain de cause par le passé pour avoir l'entièreté du salaire indexé, mais la direction a décidé de revenir dessus et les travailleurs ne se sont pas laissés faire !

OTAN : ils préparent la guerre



L'OTAN vient d'annoncer un exercice géant impliquant 90 000 militaires venant de 31 pays en appelant « toute la société » à se mettre sur le pied de guerre. Au total, ce sont 50 navires de guerre, 80 avions et 1 100 chars et véhicules de combat qui seront mobilisés. Il n'y a pas eu d'exercice aussi important depuis des décennies.

Le président du comité militaire de l'Otan, Rob Bauer, appelle également la société « dans son ensemble » à se préparer ... « jusqu'à la possibilité de la guerre ».

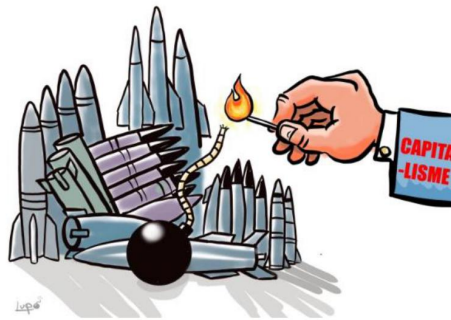
Les dirigeants du monde impérialiste se préparent militairement à une guerre de grande ampleur. Et leur propagande vise aussi à préparer les populations à ce futur conflit, aux futurs sacrifices, y compris de leur vie.

Scénario de guerres

Un des scénarios de l'évolution de la guerre en Ukraine sur lequel travaillait l'armée en Allemagne a fuité. Il prévoyait l'envoi de 300 000 soldats de l'OTAN en Pologne en juin 2025.

Ce scénario, même s'il est considéré comme « le pire » par l'armée allemande reste ce à quoi la bourgeoisie se prépare... et veut nous préparer.

Comme l'affirme un chercheur à l'Institut royal militaire de Belgique : « Les sorties, les études, les scénarios servent à préparer l'opinion publique. On habitue petit à petit la population européenne à la guerre parce que l'opinion publique n'accepterait pas l'envoi soudain de centaines de milliers de soldats. On prépare le terrain pour faire accepter l'idée d'une guerre à l'Est. »



Escalade guerrière en mer Rouge

Depuis fin décembre, en mer Rouge, les armées des pays impérialistes, USA en tête, ripostent aux attaques de navires occidentaux par les Houthis.

Cette organisation qui domine toute une partie du Yémen est soutenue par l'Iran.

Depuis le début de l'écrasement de la population de Gaza par l'armée israélienne, les Houthis, et l'Iran derrière eux, prétendent manifester leur solidarité avec les Palestiniens en s'attaquant aux navires commerciaux qui transitent par le canal de Suez. Il y passe 12 % du commerce mondial et l'essentiel des échanges entre l'Asie et l'Europe.

L'impérialisme américain, qui soutient le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza par l'armée israélienne, a mis en place une coalition internationale, à laquelle la Belgique s'est jointe, pour protéger le

trafic maritime et ses intérêts commerciaux.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier, les avions des armées de l'air américaine et britannique ont bombardé des positions houthistes au Yémen.

Au risque d'embraser toute la région, ils montrent ainsi ce qu'il en coûte de s'attaquer aux intérêts occidentaux et à son allié israélien qui, lui, peut continuer à dévaster Gaza en toute impunité.

Les dirigeants impérialistes accusent les Houthis de créer l'instabilité dans cette région, alors que ce sont les impérialistes, américains en tête, qui déstabilisent le monde, par la course au profit, la concurrence effrénée, les guerres partout, et le soutien au massacre des Palestiniens.

Tensions Pakistan-Iran : les deux peuples payent

Mardi 16 janvier, l'armée iranienne a tiré des missiles sur une région frontalière du Pakistan, prétendant viser un groupe djihadiste iranien. Jeudi 18 janvier, l'armée pakistanaise a répliqué en bombardant des villages du sud-est iranien. Cet échange de tirs a fait des victimes parmi les populations, dont des enfants.

Cette escalade entre les deux pays s'inscrit dans un contexte où les puissances impérialistes attisent de nombreuses tensions dans le monde, aggravant des conflits qu'elles ont elles-mêmes contribué à créer.

Plus que jamais, et partout sur la planète, le capitalisme, c'est la guerre !

LO France

Davos : vacances pour ultra-riches

Du 15 au 19 janvier s'est tenu le rendez-vous annuel des grands patrons et de leurs serviteurs politiques dans la station huppée de Davos, en Suisse. Ils ont déboursé parfois jusqu'à 600 000 euros pour y participer. La Belgique a même eu sa vitrine : grands patrons, ministres, famille royale et tout le tralala.

Entre drinks, repas et soirées, ont lieu des discussions formelles ou informelles entre ces dirigeants sur l'avenir de la planète mais avant tout sur l'avenir... de leurs affaires.

Tout comme la récente visite belge en Chine mais à une échelle plus large, ces rencontres internationales entre hommes d'affaires et politiques sont une occasion, parmi d'autres, de « réseauter ». C'est-à-dire de nouer des contacts afin de décider, plus tard, dans les conseils d'administration des grandes multinationales de tel ou tel nouveau partenariat, investissement, etc.

Davos sert aussi de théâtre. Le thème de cette année ? « Restaurer la confiance » dans un monde en crise, comprenez : comment continuer à faire des profits dans une économie qui s'enfonce dans des crises et un monde qui peut évoluer vers la guerre généralisée, tout en évitant que les populations se soulèvent.

Car tout cela n'est pas qu'une farce grotesque. Les guerres, de plus en plus nombreuses, s'enchaînent.

Les niveaux de vie baissent et la pauvreté augmente.

Juste avant le forum de Davos, Oxfam annonçait que les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune depuis 2020, tandis que cinq milliards de personnes se sont appauvries.

Il n'y a aucune confiance à avoir dans leur système, il faut le renverser !

Taïwan dans l'étau américano-chinois

Samedi 13 janvier, Lai Ching-te, le candidat du Parti démocrate progressiste (PDP), a été élu à la présidence de Taïwan avec un peu plus de 40 % des voix.

À la suite de l'élection de ce parti défendant l'indépendance de Taïwan par rapport à la Chine, le gouvernement chinois a répété sa détermination à réaliser la réunification.

L'avis de la population est plus contrasté entre l'indépendance et des relations apaisées avec la Chine. En quatre ans, le PDP est passé de 57 % à 40 %, et il a perdu sa majorité à l'Assemblée législative de l'île. L'idée d'indépendance est loin de faire l'unanimité comme cherchent à le faire croire les médias occidentaux.

La population taïwanaise est consciente d'être prise en étau entre de grandes puissances concurrentes depuis que les États-Unis utilisent cette île comme lieu de pression sur la Chine.

En 1949, la victoire de la révolution chinoise contre la colonisation anglaise et française et l'invasion japonaise, avait poussé les restes de l'armée contre-révolutionnaire de Tchang Kaï-chek à se réfugier à Taïwan.

Quelques années plus tôt, la population s'était déjà révoltée contre les partisans de Tchang Kaï-chek qui pillaient l'île, la répression avait fait entre 10 000 et 30 000 morts. Dans les années 1950-60, 140 000 opposants furent emprisonnés, de 3 à 4 000 exécutés !

L'île devint une base arrière de l'armée des États-Unis, pour les guerres de Corée et du Vietnam.

Après le rapprochement entre la Chine et les États-Unis à la fin des années '60, l'impérialisme américain continua à soutenir Taïwan comme une île indépendante en la fournissant en armes et lui assurant sa protection.

À ce jour, dans le cadre de sa concurrence avec le capitalisme chinois l'impérialisme américain compte utiliser l'île pour maintenir une pression militaire sur la Chine.

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Les élections ne peuvent pas changer la société, mais elles peuvent être utiles aux travailleurs pour se regrouper et faire entendre leurs intérêts, sans illusions, en vue des luttes à venir.

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière présentera en Belgique deux listes aux élections fédérales de juin 2024. Une dans le Hainaut, et une pour la première fois à Bruxelles.

Alors pour refuser le cirque électoraliste, pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dénoncer l'exploitation et les guerres du capitalisme, pour commencer à se regrouper et s'organiser, soutenez, signez et faites signer autour de vous pour que les listes Lutte Ouvrières puissent se présenter aux élections fédérales de juin 2024 !

